

**Avis adopté**

Séance plénière du 11 avril 2023

*Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques ?*

**Déclaration du groupe Santé et citoyenneté**

L'eau est un bien commun indispensable qui est, malheureusement, au cœur de la plupart des crises.

Près de trois quarts de toutes les catastrophes récentes sont liées à l'eau et le changement climatique augmente leur probabilité et leur gravité.

Dans le monde, environ quatre personnes sur dix sont touchées par la pénurie d'eau et la plupart des populations ressentiront les impacts du changement climatique d'abord à travers l'eau.

Notre groupe se doit d'insister sur le rôle de l'eau en matière de santé et son lien avec l'environnement.

Vectrice de maladies et de malnutrition, l'accès à une eau de qualité est un impératif que les inégalités sociales et territoriales ne doivent pas entraver. C'est en ce sens que la Croix-Rouge mène des programmes "eau et assainissement" dans l'objectif de fournir de l'eau potable aux populations en situation de crise ou en post-urgence, et améliorer ainsi les conditions sanitaires des populations démunies. Cet accès dépend d'une distribution et d'infrastructures dont les pouvoirs publics devraient être les garants.

La gestion durable de l'eau doit également se caractériser par une gouvernance transparente et démocratique, sans recherche de profit. Comme le met en avant cet avis, l'intérêt général de cette ressource implique une plus grande concertation entre les différents acteurs afin d'administrer l'eau en prenant en compte les besoins de la population et en préservant les ressources disponibles.

Justement pour préserver ces ressources, nous devons tendre vers plus de sobriété et définir de manière équitable la répartition des usages. Cette préservation passe également par le traitement des eaux usées et la réutilisation, domaines dans lesquels la France est très en retard.

Face à la raréfaction de l'eau, menace sanitaire et environnementale, cet avis pointe l'urgence d'agir pour modifier profondément nos pratiques, tant individuelles que collectives.

**Le groupe Santé et Citoyenneté a voté l'avis.**